

Qu'est-ce qui fait défaut aujourd'hui pour produire? Est-ce la machine? Est-ce la main-d'œuvre? Non, puisque la machine produit encore trois et quatre fois plus. Ce n'est pas non plus la main-d'œuvre, parce qu'il existe plus d'un million de chômeurs et encore plus d'assistés sociaux. Sont-ce alors les consommateurs qui font défaut, monsieur l'Orateur? Pourtant bien des familles ne peuvent se procurer les aliments nécessaires, comme le lait, puisque c'est trop cher. Les aliments sont d'un prix trop élevé pour leur bourse. Ce qui fait défaut, c'est la distribution qui est encore basée, pour la plupart des consommateurs, sur le pourcentage d'emplois. Dans notre système de fou, le raisonnement est simple: pas d'emploi, donc il y a du chômage pour quelques semaines, mais après, pas de chômage. S'il n'y a pas d'emploi, il est impossible d'acheter de la production. Comme solution, nos spécialistes en économie ne trouvent rien de mieux que d'imposer des quotas aux producteurs et les mettre à l'amende si jamais ils osent dépasser ces quotas. Nous avons un exemple et nous assistons encore au plus grand scandale de l'époque.

Pendant que des bébés, des enfants ne pouvaient obtenir le lait nécessaire parce que les parents étaient trop pauvres pour l'acheter, en même temps, dans la même journée, des cultivateurs étaient obligés de jeter aux égouts le lait de leurs troupeaux laitiers. J'ai bien dit «obligés», parce que si ces producteurs allaient livrer ce lait à l'usine, en plus de perdre totalement leur production, on les mettait à l'amende. S'ils avaient, par exemple, pour \$500 de lait, on leur imposait une amende de \$500, en plus de s'emparer de leur production et de la commercialiser. On leur chargeait l'amende pour le montant du lait en surplus qu'ils apportaient. Ces contradictions incroyables se produisent parce que, jusqu'à maintenant, aucun gouvernement n'a eu l'intelligence ou la volonté «libre» de créer un système pour permettre à cette superproduction d'atteindre le consommateur qui ne peut atteindre cette production tout simplement parce que la machine a pris sa place. Voilà des années qu'on travaillait pour trouver un moyen afin d'alléger le fardeau du travailleur dans son travail quotidien, et maintenant qu'on l'a trouvé, c'est le travailleur qui en est la grande victime.

Aujourd'hui, monsieur l'Orateur, l'opposition officielle nous revient encore avec la même salade, le plein emploi, toujours de l'emploi, beaucoup d'emplois pour pouvoir manger, pour donner à tous les Canadiens le droit à une vie convenable. C'est toujours du plus grand ridicule.

Monsieur l'Orateur, je ne peux pas croire qu'il n'y a pas assez d'intellectuels dans l'opposition pour proposer un système de distribution capable de fonctionner en parallèle avec notre système de production moderne. Ce n'est pas tout de déplorer l'inertie du gouvernement. Il nous faut présenter le plus tôt possible au gouvernement actuel des correctifs pour sortir de cette situation inacceptable pour tout le peuple canadien. Bien sûr depuis six mois qu'il est au pouvoir, le gouvernement n'a pas fait beaucoup pour renflouer l'économie afin d'inviter les investisseurs à créer des emplois nouveaux. J'ai bien dit inviter.

J'étais heureux en écoutant le ministre dire cet après-midi: Je suis bien d'accord, et personnellement je suis d'accord avec lui lorsqu'il affirme que le gouvernement ne peut créer que des emplois temporaires. C'est toujours ce que j'ai pensé parce que, nécessairement, les emplois permanents, les emplois rémunérateurs sont toujours créés de prime abord par l'entre-

Le chômage

prise privée. Aujourd'hui, le premier ministre me fait penser à un capitaine qui a hérité d'un vieux navire avarié depuis des années et qu'il s'entête à conduire à bon port avec un trou béant de 12 milliards dans la coque. Je me demande encore s'il atteindra le rivage avant le 31 mars 1980.

Après tout, monsieur l'Orateur, il faut dire à la population que nous vivons encore avec les prévisions et les responsabilités de paiement de l'ancien gouvernement. Ne nous en faisons pas. C'est encore le budget de 1979-1980 qui a débuté le 1^{er} avril 1979 jusqu'au 31 mars, et qui sera en vigueur jusqu'au 31 mars 1980. Il faut donc administrer à l'intérieur de l'année fiscale actuelle, se terminant le 31 mars. Cette année fut lancée par l'ancien gouvernement. Aujourd'hui, le gouvernement actuel peut tenter de rajuster un peu son tir. Les premières projections des libéraux au début, c'est-à-dire au mois d'avril 1979, étaient, bien entendu, sur la prolongation de toute l'année, et je crois que le gouvernement actuel s'efforce à faire les rectifications nécessaires dues aux circonstances, dues aux événements qui arrivent.

Voilà pourquoi je pensais, je faisais allusion au bateau en mauvaise posture tout à l'heure. C'est de beaucoup plus facile de quitter le navire et de dire à l'équipage: Eh bien, prenez notre place. Essayez à votre tour. Nous allons voir ce que nous allons voir. Quand j'entendais les discours tout à l'heure, c'est en plein cela. On reproche justement à ce gouvernement-là ce que l'on n'a pas fait, ce que l'on aurait dû faire. Même si nous pouvons blâmer le gouvernement actuel il faut être juste et reconnaître les efforts faits depuis six mois concernant la protection des consommateurs. Pour ne mentionner que deux dernières mesures, je nommerai, premièrement, le prolongement de la pension du conjoint lorsque le pensionné du conjoint décède et, deuxièmement, nous étudions le bill C-20 en comité plénier lequel, en plus de créer des emplois, ouvre la porte sur une réforme proposée depuis 20 ans par les députés du Parti Crédit Social du Canada, savoir la déduction des intérêts hypothécaires payés par le père de famille qui est propriétaire d'une maison logeant sa famille. Nous réclamions cela depuis 20 ans. Ce n'est pas complet. Les libéraux ont dit: Vous auriez dû tout donner, adopter une loi universelle, mais c'est au moins un début. La porte est maintenant ouverte. C'est une manière de réduire les intérêts sur les maisons unifamiliales et ainsi créer des emplois en encourageant les jeunes à devenir propriétaires, sans travailler pendant 30 ans pour la finance. Les libéraux maintiendront qu'ils ont encouragé la construction domiciliaire eux aussi, et même qu'ils ont aidé les petits propriétaires à obtenir leur maison, et que cela a créé de nouveaux emplois. Je réponds, monsieur l'Orateur, que les libéraux ont d'abord aidé les gros propriétaires d'immeubles à louer, puisque ces propriétaires peuvent obtenir toutes les déductions d'impôt possibles sur leurs propriétés de telle façon que l'argent emprunté leur coûte presque rien à cause de ces déductions. Pour les petits propriétaires, l'ancien gouvernement les a aidés à s'endetter pour 25 ou 30 ans en payant des intérêts que tous connaissent. Quand on dit que les taux d'intérêt sont à 15 p. 100 aujourd'hui! On a aidé les petits propriétaires à s'endetter, on a donc favorisé les gros prêts de finance d'abord et avant tout.

Aujourd'hui ces petits propriétaires se retrouvent dans une voie sans issue à cause de la hausse des taux d'intérêt, et c'est pour cette raison que le bill C-20 arrive à point. Et que fait